

141	UTBM service communication	L'Est Républicain	26 août 2015
		Belfort	échangeur de Sévenans - APRR

## Aménagement Autoroute A36 L'échangeur de Sévenans sera financé par APRR



■ L'échangeur de Sévenans n'est plus adapté au trafic. Ce sera pire lorsque le nouvel hôpital ouvrira à côté. Photo Lionel VADAM

LE DÉCRET a paru dans le Journal officiel de ce dimanche. L'État, par la signature de Manuel Valls, Ségolène Royal, Michel Sapin, Emmanuel Macron, Alain Vidalies et Christian Eckert, a modifié les termes de la convention passée avec APRR (société des autoroutes Paris-Rhin - Rhône) pour la concession de la construction, de l'entretien et de l'exploitation de l'A36.

Cette modification concerne particulièrement le Territoire de Belfort puisqu'il acte le financement des travaux de l'échangeur de Sévenans par APRR. L'État a imposé le gel des augmentations du prix des péages pour 2015 sans rattrapage en 2016. En contrepartie, la société autoroutière a obtenu un allongement de la durée de sa concession.

Cette convention s'intègre dans le « plan de relance autoroutier » élaboré sous le contrôle direct de Manuel Valls. Une trentaine de chantiers doivent être lancés prochainement sur les autoroutes françaises pour un montant de 3,2 milliards d'euros financé par les sociétés autoroutières. Le gouvernement avance que cette activité devrait permettre la création de 15.000 emplois dans les travaux publics.

Ce plan, toutefois, a connu un sérieux retard à l'allumage. Il est établi depuis 2013 et a été validé par la Commission européenne en octobre 2014. La négociation entre l'État et les sociétés d'autoroute n'a abouti qu'en avril dernier.

Un retard que l'on retrouve aussi dans le dossier de l'échangeur de Sévenans. Le chantier aurait dû s'ouvrir en fin d'année dernière. Il ne

s'est rien passé pendant des mois, l'État regardant même à une époque du côté des collectivités locales pour trouver de l'argent pour les travaux.

### Urgence pour les urgences

Selon le décret paru au Journal officiel, les travaux à Sévenans seront destinés à reconfigurer le dispositif d'échange entre l'autoroute A36, la RN 1019 et la RD 437. Le texte prévoit un investissement total de 120 millions d'euros sur trois ans et précise que le chantier devra être terminé dans les 30 mois suivant la signature de la déclaration d'utilité publique.

La situation locale est, toutefois, plus urgente que cela. L'échangeur, qui devrait préfigurer une mise à deux fois deux voies entre l'A36 et Héricourt, dessert la gare LGV, l'hôpital de l'Aire urbaine, la Jonxion, le 1<sup>er</sup> RA, l'UTBM et la connection avec la Transjurane suisse. Avec l'augmentation du trafic vers les zones d'activités et la Suisse, le nœud autoroutier risque d'être régulièrement engorgé lorsque le nouvel hôpital ouvrira ses portes, normalement dans un peu plus d'un an. Cela pose, d'ailleurs, un problème de sécurité : on peut difficilement concevoir que les ambulances ne puissent pas accéder par la route, aux heures de pointes, aux services des urgences du centre hospitalier de l'Aire urbaine.

L'objectif, désormais, paraît donc être qu'une première phase de travaux puisse être livrée pour l'ouverture de l'hôpital, afin de désengorger l'échangeur.

Philippe PIOT